

La dure saison des colonies

Vacances | Les professionnels régionaux ne se résignent pas malgré la baisse de la fréquentation.

La fin des colonies de vacances, évoquée aujourd'hui du fait de leurs grandes difficultés, ils ne veulent pas en entendre parler. « Il faut sortir de l'image du yoyo et du papier crépon. Les centres de vacances peuvent s'adapter », assure avec force Georges Glandières, président "Occitanie" de l'Unat (Union nationale des associations de tourisme). Le représentant régional dont l'union regroupe la plupart des associations du secteur et compte plus de 250 établissements sur la nouvelle région, a fait sa première colo il y a cinquante ans, en tant qu'animateur. « Quand j'étais petit, il n'y en avait pas encore », justifie-t-il. Difficile pourtant pour ce dernier d'imaginer leur disparition.

Des chiffres alarmants

Pourtant, les chiffres sont là. Depuis le milieu des années 1990, chaque année, 30 000 enfants de moins sont partis en colonies. Une baisse qui s'est accélérée depuis trois ans. Entre septembre 2014 et septembre 2015, ce sont 105 000 enfants de moins qui sont partis par rapport à l'année passée. Alors que 4 millions d'enfants partaient en colonie en 1960, ils ne sont plus qu'1,2 million aujourd'hui. Cette baisse s'est traduite concrètement par la vente des locaux. Depuis 1995, Michel Portebos, qui tient une agence immobilière à Paris, a vu arriver sur le marché ces bâtiments souvent « devenus vétustes », dont se séparent comités d'entreprises, municipalités et associations.

Les professionnels du secteur dressent le constat de cette désaffection. Jean-Marc Mahé directeur de "vacances évasion", une association qui compte plusieurs centres de vacances dans la région, accuse des baisses sévères: « Depuis trois ans, on fait - 15% sur nos séjours chaque année. C'est le cas encore pour 2016 à l'heure qu'il est, mais peut-être que ce sera plus. Nous occupons seulement trois semaines dans l'été et le mois d'août c'est la Berezina! » "Centre Amitiés Cévenoles", une petite association dont le siège est à Ville-neuve-lès-Maguelone, se retrouve dans une situation similaire explique



■ Comme d'autres, la colonie de "Vacances évasion" à Saint-Bauzille-de-Putois connaît certaines difficultés. Photo VINCENT PEREIRA

son directeur, Nicolas Gay: « Pour notre premier séjour on attaque avec 104 enfants sur 200 possibles. »

Des campagnes de communication pour survivre ?

Les professionnels optent alors souvent pour baisser la durée des séjours. D'autres considèrent que la communication est un point qui pourrait changer la donne alors que le sondage Ifop paru le 7 juin 2016 sur "Les Français et les colonies de vacances", montre que le manque de médiatisation peut expliquer en partie les difficultés de colonies qui jouissent d'une bonne réputation. C'est le cas de Guillaume Ausmond, président Languedoc Roussillon des

PEP 34 (association départementale des pupilles de l'enseignement public), il considère qu'« il faudrait une campagne de publicité au niveau national pour les colonies ». Jean-Marc Mahé est sur la même longueur d'ondes: « Au début, on pouvait se dire, peut-être que l'on est pas bons, mais c'est général! Tant que les politiques ne prendront pas le problème à bras-le-corps, on ne s'en sortira pas. » Ce dernier évoque des rapports parlementaires « très intéressants » mais restés dans les tiroirs. L'Unat a lancé pour sa part le site vacancesenfantsados.com qui fait la promotion des structures et informe les parents sur les colonies de vacances. Selon un sondage Ifop paru

en juin, les réticences des parents seraient le deuxième frein à l'envoi de leurs enfants.

DORIAN CABROL
redac.region@midilibre.com

COÛT MOYEN

« Près de 500 € »

L'une des principales causes de cette désaffection est le coût des séjours. Comptez 500 € en moyenne pour une semaine, selon un sondage Ifop de juin 2015. Un prix onéreux lié selon les professionnels à l'imposition de normes de sécurité, d'hygiène ou de santé coûteuse. Le recours à des prestataires privés fait aussi monter les coûts.

3 QUESTIONS À



Magalie Bacou,
Sociologue et
Jean-Marie Bataille,
pédagogue

Selon les professionnels du secteur, les difficultés des colonies de vacances sont liées principalement aux coûts des normes réglementaires, est-ce la seule explication ?

Jean-Marie Bataille : Oui, les coûts liés aux normes réglementaires imposées aux organisateurs de colos sont une des causes du problème. Ces normes augmentent en particulier depuis 2002. Mais la vente des bâtiments débute bien plus tôt : dès les années 1980 pour les comités d'entreprises à la recherche de cash-flow et à la fin des années 1990 pour les propriétaires privés, par manque de relève, car les jeunes ne s'engagent pas dans la reprise des bâtiments pour continuer l'activité. Pour les villes, la tendance resurgit surtout depuis trois ans. Quant aux associations, elles ont commencé à vendre leurs bâtiments depuis une dizaine d'années (2005).

Les politiques publiques expliquent-elles la situation ?

Jean-Marie Bataille : La Caf se désengage dans de nombreuses régions. Là encore, la question de l'aide au départ en colo ne suffit pas à expliquer la situation actuelle même si elle y contribue. Une enquête de l'Unaf1 indique que plus de 80% des familles ne font pas appel aux aides. Qu'est-ce qui empêche les personnes qui ont droit aux aides de les demander? Le secteur des colos s'est polarisé d'un côté sur les publics ayant besoin d'aides financières pour que leurs enfants puissent partir en colo et, de l'autre, sur un segment rentable investi par des sociétés privées.

Que signifierait la fin des colonies, qui pourrait arriver vous dites, « si l'on ne fait rien en 2030 » ?

Magalie Bacou : Nous assistons